

Depuis plus de quarante ans l'Alliance atlantique joue un rôle de premier plan en Europe et le Canada a raison d'être fier de sa participation. Au cours des années, des milliers de soldats canadiens ont été stationnés en Europe et chacun, à sa façon, a contribué à la sécurité de l'Europe et du monde.

Cette contribution militaire va éventuellement diminuer. Les circonstances changent et nous devons nous adapter au changement. Les tensions ne sont plus les mêmes, les menaces non plus. Nous ne regretterons pas ce déclin parce qu'il témoignera de la diminution des tensions Est-Ouest qu'on espérait depuis longtemps, et qui résulte de la nouvelle politique étrangère soviétique envers l'Europe de l'Est, ainsi que des réductions, unilatérales et négociées, qui ont été effectuées dans les forces conventionnelles et nucléaires.

Nous passons enfin d'une paix partielle et artificielle à une paix globale et plus naturelle, à un climat de paix où les intentions deviennent bienveillantes et où les capacités sont réduites au point qu'une attaque surprise n'est plus possible.

Il faut se réjouir de cette nouvelle réalité. Ce qui a commencé doit continuer, et une solide structure doit être érigée pour appuyer une sécurité durable au niveau d'armements conventionnels et nucléaires le plus bas possible.

Cela ne se fera ni soudainement, ni facilement, mais c'est maintenant un objectif réaliste.

Il semble paradoxal que le succès même de l'OTAN exige qu'elle se renouvelle. Mais c'est ainsi. Une organisation dont le rôle premier a été de nous défendre contre une agression plausible doit réexaminer son rôle lorsqu'une telle agression devient moins plausible. Dans ce contexte, il est naturel que l'OTAN assume un rôle plus politique. C'est un changement que le Canada appuie sans réserve et qui répond à nos intérêts.

L'OTAN doit revoir rapidement, et dans leur ensemble, tous les aspects de sa stratégie nucléaire et conventionnelle. Conserver des armes nucléaires de courte portée dont le seul objectif ne peut être que des pays amis comme la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est fait peu de sens.

Même chose quand il s'agit de maintenir une stratégie militaire fondée sur un scénario d'attaque surprise quand le front n'existe plus et la surprise non plus. Et que peut bien justifier maintenant le maintien en Europe du plus gros contingent militaire que le monde ait connu en temps de paix.

Je ne veux pas nier la nécessité permanente de prudence et de stabilité militaire en cette période de changement historique. Douze mois n'effacent pas les leçons de l'Histoire. Il existe une possibilité d'instabilité, et les capacités militaires soviétiques restent substantielles.